

Protokoll der Sitzung des Bundesrates vom 4. Oktober 1928¹

1601. Affaire Rossi

Verbal

(Voir le procès-verbal du 17 septembre 1928)².

M. le chef du département politique communique:

- 1) la note verbale du gouvernement italien du 1^{er} octobre³;
- 2) une lettre de M. Wagnière du même jour⁴;

1. *Abwesend: Häberlin.*

2. *Nr. 427.*

3. *Als Annex abgedruckt.*

4. E 2001 (C) 1/61.



3) une lettre de la Légation de Paris contenant des déclarations faites par dame Norfini, mère de demoiselle Marguerite Durand, sur les conditions dans lesquelles Rossi s'est rendu en Suisse⁵;

4) une nouvelle lettre de M. Wagnière rapportant un entretien d'un de ses collaborateurs avec le ministre Lojacono⁶.

Le ton de la note italienne n'est pas discourtois et il faut retenir notamment la déclaration d'après laquelle l'incident n'est pas de nature à troubler les relations entre les deux pays. Le gouvernement conteste, d'autre part, que la police italienne ait accompli aucun acte sur territoire suisse. Il ressort de ses déclarations que si des actes de cette nature avaient été commis, il les condamnerait. Si cette thèse peut être enregistrée avec satisfaction, il est impossible, d'autre part, d'admettre les explications du gouvernement sur la question de fait. Plus que jamais, surtout au vu de la déclaration de dame Norfini, je suis persuadé de l'exactitude de notre version. En ce qui concerne la question des clefs en particulier, il tombe sous les sens que la personne qui a opéré à Lugano au lendemain du rapt, n'aurait pu le faire si la police italienne ne lui avait pas remis ces clefs.

Je vous soumettrai donc, dans une prochaine séance, un projet de réponse déclarant d'une manière amicale, mais ferme, que nous ne pouvons pas admettre la version italienne. En outre, il faut que M. Wagnière soit admis à exposer toute l'affaire à M. Mussolini et saisisse cette occasion pour demander le rappel de Signori, chef du service des passeports à la légation de Berne, que les usages diplomatiques ne nous permettent pas d'expulser. S'il était impossible d'arriver à une entente, on pourrait à titre de dernière ressource, recourir à la procédure de conciliation prévue par le traité de 1924⁷.

M. le chef du département des chemins de fer a été surpris en bien par le ton de la note et, comme il a toujours pensé que la participation de la police au rapt de Rossi ne pouvait être prouvée d'une manière absolue, il serait disposé à clore l'incident. Le recours à la procédure de conciliation doit être écarté. Ce qu'il faut obtenir, en revanche, c'est le rappel de Signori.

M. le chef du département politique: Il ne doit pas être impossible de faire reconnaître à M. Mussolini que des fonctionnaires italiens ont commis un excès de zèle et d'obtenir que des sanctions soient prises au moins sous la forme d'un blâme. Nous ne pouvons pas admettre les explications italiennes sur la question de fait, pas plus que le grief aux organes de notre gouvernement de ne s'être pas laissés guider par un souci jaloux des bonnes relations entre les deux pays.

M. le chef du département militaire estime également que nous ne pouvons laisser la note sans réponse. Il ne s'agit pas seulement du passé, mais surtout de l'avenir. Notre but doit être de faire cesser la surveillance exercée par la police fasciste chez nous non seulement sur des Italiens, mais également sur des ressortissants

5. E 2001 (C) 1/61; *Schreiben des schweizerischen Geschäftsträgers in Paris, R. de Weck, an den Bundesanwalt, F. Stämpfli, vom 1. 10. 1928.*

6. E 2001 (C) 1/61; *Schreiben vom 2. 10. 1928.*

7. Vertrag zwischen der Schweiz und Italien zur Erledigung von Streitigkeiten im Vergleichs- und Gerichtsverfahren, vom 20. 9. 1924, in: AS 1925, NF 41, S. 179ff.

suisses. Il faut dissiper en particulier l'atmosphère de suspicion et de délation dans laquelle vivent nos compatriotes du Tessin.

M. le chef du département de l'intérieur insiste sur la nécessité de répondre à l'accusation injuste mentionnée par M. Motta. C'est un reproche que nous ne pouvons pas accepter. Au surplus, il est inutile de se presser et il vaut peut-être mieux laisser à l'agitation publique le temps de se calmer.

M. le chef du département des finances: Le fait capital, c'est que, contrairement à Bismarck dans l'affaire Wohlgemuth, le gouvernement italien ne revendique nullement pour sa police le droit d'exercer en Suisse. La question de fait est secondaire et ne pourra, au reste, jamais être complètement éclaircie. Il serait utile, en revanche, d'attirer l'attention du gouvernement italien sur la situation à la frontière, qui est absolument intenable. A tous les passages alpestres, des agents italiens se tiennent à l'affût et se précipitent sur toute personne qui, même inconsciemment, pose un pied sur territoire italien. Si l'on ne met pas fin à cet état des choses, des incidents graves peuvent éclater un jour ou l'autre.

M. le chef du département politique ne veut pas sous-estimer la valeur des assurances données par le gouvernement italien sur la question de droit, mais ces assurances ne peuvent avoir d'effet pratique que si l'on ne conteste pas les faits. Or, c'est précisément l'attitude que prend le gouvernement italien.

Sur la proposition du président, il est *décidé*:

1. Le département politique est chargé de présenter un projet de note verbale rédigé de telle façon que l'Italie n'ait pas besoin de répliquer⁸.

2. Le département examinera s'il est possible de tenir compte, dans cette note, des observations du chef du département des finances sur le contrôle à la frontière.

M. le chef du département politique donne lecture d'un projet de *communiqué* à la presse qui est adopté dans la forme suivante:

«La note verbale italienne en réponse à celle que le Conseil fédéral a fait remettre par notre Légation de Rome, le 19 septembre, a été remise à celle-ci le premier octobre. Elle est parvenue à Berne le jour suivant. Ainsi que la note du Gouvernement italien le constate expressément, l'incident Rossi n'est pas de nature à troubler les bonnes relations entre les deux pays et les deux gouvernements. La conversation sera poursuivie. Le Conseil fédéral informera, en temps opportun, l'opinion publique de ses démarches et de leurs résultats.»

8. Vgl. Nr. 440.

ANNEX

E 2200 Rom 18/1

*Das italienische Aussenministerium
an die schweizerische Gesandtschaft in Rom*

Nr. 6019

Roma, 1° ottobre 1928

NOTA VERBALE

Il Regio Ministero degli Affari Esteri ha l'onore di comunicare alla Legazione Svizzera in Roma, in risposta alla nota verbale in data 18 settembre scorso⁹, quanto segue:

Il Governo Fascista non ha mancato di portare la massima attenzione sulla ricostruzione che il Consiglio Federale Elvetico ha creduto di fare sulle circostanze che avrebbero condotto all'arresto del fuoruscito Cesare Rossi e di certa Margherita Durand avvenuto a Campione il 28 agosto u. s.

Poichè i fatti verificatisi in territorio italiano non hanno nulla che possa riguardare il Governo Elvetico, il Governo Fascista crede di dover limitare la sua risposta solamente per quei pretesi atti preparatori che le Autorità italiane avrebbero compiuto in territorio svizzero e che sarebbero stati interpretati dal Consiglio Federale come una violazione della sovranità territoriale della Svizzera, e come tali, contrari al diritto internazionale.

Il Governo Italiano deve innanzi tutto dichiarare che non ha mai avuto intenzione di recare la benchè minima lesione alla sovranità territoriale di alcuno Stato e tanto meno ha mai pensato di farlo nei riguardi della Svizzera. – Se alla ricostruzione induttiva dei fatti si sostituisce la disamina obiettiva di essi, sulla base di affermazioni della cui autenticità il R. Governo assume tutta la responsabilità, il Consiglio Federale Elvetico sarà portato a giudicare altrimenti questa così detta violazione di sovranità territoriale.

Nessun atto è stato mai compiuto su territorio svizzero per indurre il Cesare Rossi e la sua compagna a varcare il confine del Regno e cadere sotto le giuste sanzioni delle leggi italiane.

Il Governo Fascista poté prendere tutte le predisposizioni per l'arresto del Rossi al momento in cui varcava la frontiera perchè risultava da tutta una trama da lui progettata, e di cui si seguivano in Italia tutte le fila, che egli intendeva avvicinarsi al confine per avere, con gente qui residente, abboccamenti destinati a fini delittuosi da compiere nel Regno, contro la sicurezza del Regno e contro gli organi costituiti del Regno. – Tutto ciò sarà, nell'apposita sede, ampiamente e irrefutabilmente documentato.

Le persone residenti in Italia che dovevano abboccarsi con lui erano sorvegliate in modo che gli abboccamenti non avrebbero potuto avere luogo al di là del confine; di guisa che era previsto nelle stesse lettere mandate dal Rossi ai suoi complici italiani che egli si sarebbe deciso a commettere l'imprudenza di varcare il confine.

Da ciò le misure preordinate non soltanto a Campione, ma su tutto il settore di confine ove egli, da un momento all'altro, poteva presentarsi. Quale parte abbia avuto quel certo signor Cristiani, il quale è un libero cittadino qualsiasi, nel comunicare al Rossi il luogo di convegno prestabilito tra il Rossi da una parte ed i suoi complici residenti in Italia dall'altra, non è cosa che riguarda il Governo Italiano.

Non è esatta poi l'induzione che il Cristiani abbia ricevuto dalla polizia italiana le chiavi per rilevare dall'Albergo il bagaglio del Rossi e della Durand perchè tali chiavi furono consegnate a lui dalla Durand in persona, la quale scrisse di suo pugno al Direttore dell'Hôtel Adler una lettera per chiedere la consegna di detto bagaglio. Fu la stessa Durand a telefonare all'Albergo la notizia di un preteso incidente automobilistico, perchè essa non voleva far sapere di essere stata arrestata. Il concorso della polizia italiana in questa telefonata si limitò a consentire la telefonata stessa, trattandosi di persona in istato di arresto. Ogni azione di diritto comune per questa consegna di bagagli è quindi fuori luogo; ma se le Autorità Elvetiche credono di esercitarla, il Governo Fascista non ha nulla da dire.

9. Nr. 427, Annex.

6. OKTOBER 1928

773

Chiarite così le cose, il R. Governo non può nascondere alla Legazione di Svizzera l'impressione sfavorevole provata nel constatare con quale facilità un incidente di questo genere sia stato esagerato, quasi con compiacenza, dalla generalità della stampa svizzera, senza preoccupazione per l'inevitabile pregiudizio che ne sarebbe derivato ai rapporti tra i due Paesi.

Se una cura gelosa delle buone relazioni tra i due Paesi dovesse guidare gli Organi della pubblica opinione e del Governo in Svizzera, essa dovrebbe essere intesa a ricercare invece quali sono le cause di questi incidenti.

Il Governo Fascista ritiene che sia suo preciso dovere di lealtà dichiarare francamente che esso ritrova queste cause nella larga tolleranza con cui talune autorità elvetiche lasciano piena facoltà di movimento e di azione nel loro territorio a elementi pericolosi per l'ordine interno italiano e per gli Organi supremi dello Stato italiano. E' questa situazione che obbliga le autorità del Regno a provvedere alla difesa dello Stato con una assidua vigilanza onde non sia facile ai nemici del Regime Fascista di varcare impunemente i custoditi confini. Ma di ciò non ha ragione di dolersi il Paese ove essi abbiano sino allora liberamente risieduto, vociferato e complottato contro l'Italia.

Il Regio Ministero degli Affari Esteri ritiene che l'incidente ridotto alla sua naturale e minima portata, non è tale da turbare le relazioni fra i due Paesi, relazioni che il Governo Fascista ha in animo di rendere sempre più cordiali.